



Le politologue invite les sécessionnistes à saisir la main tendue du président Biya, sinon ils subiront les affres de la force publique après le grand dialogue national.

L'universitaire, coordinateur scientifique de la Fondation Paul Ango Ela, a répondu aux questions de nos confrères du journal **Réalité Plus**, après l'annonce par le chef de l'Etat du Grand Dialogue National Professeur,

Après le discours du Chef de l'Etat, d'aucuns ont vite fait de jeter le doute sur le PM chargé d'organiser ce Grand Dialogue National, que dites-vous ?

Le Président Paul BIYA, légaliste a procédé selon l'art déjà utilisé lors de la conférence tripartite de 1991. Il a désigné le Premier Ministre pour s'assurer du bon déroulement du grand Dialogue et que tout soit contrôlé par l'Etat et pour éviter tous dérapages qui pourraient arriver.

Le temps qui reste devant nous n'est-il pas insuffisant ?

Non ! le Président de la République s'est donné beaucoup d'arguments avant d'annoncer la tenue des assises à la fin de Septembre 2019. Sur le terrain, beaucoup d'actions ont été déjà menées en ligne avec cette rencontre. Discrètement, des équipes travaillent. Le Premier

Ministre a déjà conduit plusieurs concertations avec plusieurs acteurs. Il este à peaufiner le contenu des échanges, la liste des participants au Grand Dialogue. A ce niveau, il faut rester serein.

Les partisans du Fédéralisme et de la cession restent calés sur le fait qu'il faille inscrire le sujet au menu des travaux ?

Pas possible. Dans son discours, Paul BIYA a été clair et avec des mots simples. On va discuter autour des questions liées au retour de la paix dans les Régions Anglophones, de la décentralisation, dans le cadre constitutionnel existant. Le Cameroun reste un et indivisible, je cite le Président.

Les rebelles ont-ils bien décodé le message du Président, seront-ils en salle ?

Certains acteurs issus des groupes armés ont adhéré et pourraient être là. On ne vient pas à un dialogue national, armes du poing. Ceux qui sont en brousse doivent déposer les armes avant d'entrer en salle. Tout le monde est attendu au Dialogue, mais pas avec les armes

Ayuk TABE et autres condamnés à vie, cela ne va-t-il pas joué sur le Dialogue ?

Pas du tout. Le Président BIYA a été aussi clair. L'offre de Dialogue ne demande pas que soit libérés ceux qui ont posé les actes criminels lors de cette crise anglophone. Demain, le Président' pourrait recourir au Droit pour libérer certains condamnés. Il est le seul à décider et la Constitution. le lui autorise. Aucun effet nocif sur le Grand Dialogue.

Et si les rebelles restent en brousse, au sortir de ce Dialogue, que va-t-il se passer ?

Devant le monde entier Paul BIYA a encore tendu la main aux séparatistes. S'ils s'obstinent à rester en brousse après, ils vont subir les affres de la force publique. Dans le monde entier, c'est connu, le Dialogue n'exclut pas le recours à la force. S'ils refusent, la riposte du gouvernement va devenir plus violente.

Que les rebelles reviennent à la raison pour que vivent le Nord-ouest et le Sud-ouest. Que ce Grand Dialogue National accouche d'un compris qui favorise le retour à la paix, très importante pour remettre à niveau les deux Régions aujourd'hui paralysées.